



Westminster & City News

NUMÉRO 20

Du 18 au 24 mai 2018

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

Le déficit public a été revu à la baisse pour la période 2017-18 – D’après les chiffres de l’[ONS](#), le déficit public (hors banques publiques) fut de 40,5 Md£ (et non 42,6 Md£ comme estimé le mois dernier) pour 2017-18, soit 5,6 Md£ de moins que lors de la précédente année fiscale. Il s’agit de son déficit le plus faible depuis la période 2006-07. Dans les [prévisions](#) que l’OBR a publiées en mars dernier, le déficit était estimé à 45,2 Md£ (soit 4,7 Md£ de plus que les estimations de l’ONS). L’institution s’attend à ce que les chiffres de l’ONS soient revus à la hausse avant leur publication définitive en septembre. Le déficit fut relativement faible en avril à 7,8 Md£ contre 9 Md£ en avril 2017, reflétant davantage une baisse de 1 Md£ des paiements d’intérêt qu’un éventuel rebond de l’économie au T2. La croissance des revenus fiscaux fut identique à celle d’avril 2017 (3,6 % en glissement annuel). Philip Hammond est en phase avec ses objectifs de réduction du déficit sous les 2 % et de réduction de la dette publique (85,1 % du PIB en avril) à l’horizon 2020. Des mesures d’assouplissement sont attendues au budget d’automne.

Mark Carney anticipe un rebond de l’économie au T2 et une légère hausse des taux – Lors d’une [audition](#) par le *Treasury Committee* mardi dernier, le Gouverneur de la BoE a réaffirmé son intention de relever graduellement les taux d’intérêt cette année dans la mesure où l’économie devrait rebondir au T2 à 0,4 %. Il a déclaré que les ménages avaient raison d’anticiper une hausse de taux cette année mais à un rythme modéré. En mai dernier, les performances économiques mitigées au T1 2018 – que la BoE associe aux conditions climatiques – et une baisse de l’inflation plus rapide que prévu avaient conduit à différer ce resserrement. M. Carney a également déclaré que le vote du Brexit aurait déjà coûté 900 £ à chaque ménage britannique. Cette affirmation découlerait de la comparaison entre l’état actuel des finances des ménages par rapport aux prévisions que la BoE avait réalisées en mai 2016 avec l’hypothèse d’un vote *remain* et l’amélioration de l’économie mondiale. Le PIB serait aujourd’hui de 2 % inférieur au niveau anticipé avant le référendum.

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

L’inflation continue de se réduire en avril, surtout sous l’effet calendaire des fêtes de Pâques – L’indice des prix à la consommation, qui avait atteint 3 % en janvier, fut de 2,4 % en avril (-0,1 pt par rapport à mars), soit son niveau le plus faible en 13 mois. La baisse de l’inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) fut plus importante (-0,2 pt) ; elle a atteint 2,1 % en avril. Ces baisses sont surtout associées aux fêtes de Pâques (deux jours ouvrables chômés au RU), qui contrairement à l’an passé sont arrivées bien avant que l’ONS ne collecte ses données d’avril. Ainsi, les prix des billets d’avion et du transport maritime ont baissé le mois dernier (-7,9 % et -9 %). L’inflation sur l’électricité et le gaz naturel a atteint 5,8 % (-0,4 pt) et l’inflation alimentaire s’est réduite à 2,4 % (-0,6 pt). Ces chiffres correspondent aux estimations du MPC dans son dernier rapport sur l’inflation et ne devraient donc pas avoir d’influence sur la probabilité d’une hausse de taux avant la fin de l’année. Le MPC anticipe une hausse de l’inflation à 2,5 % en juin.

Centre for Cities remet en cause l’approche du gouvernement pour stimuler la productivité britannique – D’après un [rapport](#) publié mercredi par le think tank, les entreprises sous-performantes ne devraient pas constituer

le levier de la politique de stimulation de la productivité britannique. En effet, certaines entreprises ne seraient structurellement pas en mesure de réaliser des gains de productivité, c'est le cas des commerces locaux tels que les coiffeurs et les restaurants. D'après *Centre for Cities*, les politiques de productivité devraient davantage cibler les entreprises opérant au-delà de leur marché local plutôt qu'adopter une approche identique pour toutes les entreprises. Aussi, l'action gouvernementale devrait se concentrer sur les entreprises exportatrices qui se situent hors du Grand Sud-Est (régions Sud-Est, Est et Londres), entravent la productivité nationale et contribuent à l'amplification des divergences inter-régionales. En parallèle, le gouvernement a lancé le même jour une [consultation](#) pour étudier les facteurs pouvant améliorer la productivité des entreprises sous-performantes.

COMMERCE ET INVESTISSEMENT

La solution « Max Fac » représenterait un coût annuel de 17 à 20 Md£ pour les entreprises post-Brexit – Lors d'une [audition](#) à la Chambre des Communes, le directeur-général de HMRC Jon Thompson a indiqué que la solution *Maximum Facilitation* (« Max Fac » – reconnaissance mutuelle des Opérateurs économiques agréés (OEA), adhésion à la Convention de transit commun et nouvelles technologies) proposée par le RU pour commercer sans entraves avec l'UE entraînerait un surcoût annuel de 17 à 20 Md£ pour les entreprises des deux côtés de la Manche. En effet, les déclarations douanières représenteraient un coût de 13 Md£ pour les exportateurs et les importateurs, à raison de 32,5 £ en moyenne pour 200 millions de lots, auquel il conviendrait d'ajouter 4 à 7 Md£ de dépenses liées aux contrôles d'origine et autres démarches administratives. Selon J. Thompson, aucune des propositions du gouvernement de Th. May ne pourraient être mises en place à compter de 2021. Toutes deux nécessiteraient par ailleurs le recrutement de 5 000 agents douaniers et prendraient entre 3 et 5 ans avant d'être opérationnelles.

90 % des PME britanniques exportatrices commercent avec l'UE – Lors d'une [audition](#) à la Chambre des Lords, Chris Walker et Neil Warwick, respectivement *Policy Chair for Trade* et *Policy Chair for Brexit* de la *Federation of Small Businesses* (FSB), ont indiqué que 90 % des PME exportatrices commerçaient avec l'UE et que 20 % d'entre elles le faisaient uniquement vers l'UE. La FSB craignait ainsi que ces PME ne cessent d'exporter post-Brexit, soit en raison du coût à l'exportation (déclaration douanière, certificat d'origine etc.) soit à cause d'un manque de connaissance dans ce domaine. Concernant les propositions du gouvernement britannique sur les arrangements douaniers avec l'UE, la FSB ne privilégiait aucune option. La reconnaissance mutuelle des OEA était intéressante mais inadaptée aux PME en raison de la lourdeur des démarches à effectuées (formulaire de 17 pages à remplir sur internet notamment). Lors du dîner annuel de la CBI, son président Paul Drechsler a une nouvelle fois [soutenu](#) la conclusion d'une union douanière avec l'UE, à défaut selon lui de solution alternative.

Les parlementaires demandent au gouvernement de présenter d'urgence ses propositions douanières – Dans un [rapport](#), la commission sur la sortie de l'UE de la Chambre des Communes a profondément regretté que les membres du gouvernement britannique ne se soient toujours pas entendus sur les arrangements douaniers qu'ils souhaiteraient mettre en place avec l'UE post-Brexit. Les parlementaires ont ainsi demandé au gouvernement de présenter de toute urgence des propositions détaillées dans ce domaine, en indiquant notamment si leur mise en œuvre nécessiterait un allongement de la période de transition. Concernant le *backstop*, le rapport partage l'avis du gouvernement britannique selon lequel cette option de repli doit s'appliquer à l'ensemble du RU. S'agissant de la gouvernance de l'accord de retrait, les parlementaires estiment que la seule solution valable est la création d'une instance d'appel (« *final arbiter* ») où siègeraient à parité égale des représentants du RU et de l'UE. Enfin, le rapport se montre sceptique quant à la capacité des parties de conclure un accord commercial ambitieux d'ici mars 2019.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BANQUES

La plainte du SFO contre Barclays concernant les conditions de la levée de fonds de 2008 est [rejetée](#) – Le *Serious Fraud Office* (SFO) accusait la filiale Barclays Bank Plc et la société mère Barclays Plc d'assistance financière frauduleuse dans le cadre de la levée de fonds de 2008 auprès de Qatar Holding et Challenger Universal (6,1 Md£ sur env. 12 Md£ levés), ce qui avait permis d'éviter un renflouement par l'État britannique. Le SFO mettait en cause le prêt de 3 Md£ accordé par la suite par Barclays à l'État du Qatar dans des conditions très favorables ainsi que deux « accords de services de conseil » de 322 M£ payés par la banque au fonds souverain du Qatar. Dans le *scenario* le plus pessimiste, Barclays aurait pu perdre sa licence bancaire suite à une condamnation pour assistance financière frauduleuse, mais la *Crown Court* a décidé de rejeter la plainte du SFO. Barclays reste toutefois sujette à une enquête de la FCA et du MoJ américain pour la même affaire.

AUDIT & CONSEIL

Les membres du panel chargé de l'enquête sur la FRC ont été nommés le 18 mai – Le président de l'assureur britannique Legal & General a sélectionné onze chefs d'entreprise et experts en régulation pour mener une [enquête](#) sur l'aptitude de la FRC à exercer ses fonctions de régulateur comptable. Le panel comprend aussi un professeur de politique de la concurrence et un administrateur de trois régulateurs dont l'Autorité de la Concurrence. Cette annonce fait suite à une série de scandales sur le marché de l'audit. J. McDonnell (Chancelier fantôme) a [annoncé](#) lancer une enquête parallèle indépendante sur le marché de l'audit britannique et sur le rôle des Big 4 dans la chute de l'entreprise de travaux publics Carillion. Le *Labour* réfléchit notamment à fusionner, restructurer ou supprimer certains régulateurs, et à augmenter le montant des amendes en cas de manquement.

Des parlementaires dénoncent un manquement problématique du gouvernement dans l'affaire Carillion – Une commission parlementaire dénonce dans un [rapport](#) publié cette semaine les tentatives de lobbying de membres du conseil d'administration de Carillion auprès du gouvernement pour éviter la dégradation de sa notation de rouge à noir. La commission s'interroge sur l'attitude du gouvernement, qui n'a pas dégradé la note du fournisseur en novembre 2017 malgré ses deux *profits warnings* en juillet et septembre 2017. Deux autres commissions ont par ailleurs adressé une lettre au ministre des Transports Chris Grayling pour lui demander s'il avait connaissance du fait qu'EY conseillait Carillion au moment où le cabinet d'audit conseillait le gouvernement sur la santé financière du constructeur dans le cadre du projet HS2, et le cas échéant quelles mesures ont été prises pour supprimer le risque de conflit d'intérêt. Les parlementaires s'étonnent aussi qu'EY n'ait pas informé le gouvernement des difficultés financières de Carillion. Le ministre des Transports n'a pas encore commenté.

FINTECH & BLOCKCHAIN

La FCA encourage l'industrie à utiliser les nouvelles technologies contre la criminalité financière – Selon Megan Butler, directeur de la supervision à la FCA, les nouvelles technologies [pourraient](#) apporter plus d'efficacité aux banques dans leur lutte contre la criminalité financière, et les régulateurs doivent les encourager dans cette voie, tout en continuant d'assurer une « *zero failure approach* ». Une aversion excessive au risque serait en effet inefficace face à l'essor du numérique – la cybercriminalité représente près de 50 % des crimes financiers au RU. Les *compliance technologies* sont déjà très utilisées pour l'automatisation des processus, et il reste à utiliser intelligence artificielle, robotique, traitement automatique du langage et apprentissage machine pour identifier les transactions suspectes en temps réel. Mais ceci pose des problèmes pratiques (intégration des systèmes existants, bases de données à nettoyer), et une question de transparence (les algorithmes propriétaires sont des boîtes noires, et les développeurs eux-mêmes ne connaissent pas le raisonnement derrière la recommandation de la machine).

Selon UK Finance, le numérique pose des risques non-financiers importants à l'industrie financière – UK Finance [juge](#) que la rapidité et l'ampleur de la révolution numérique au sein des services financiers contribuent à l'émergence de nouveaux risques non-financiers, potentiellement systémiques, et souligne la nécessité pour les entreprises financières de considérer leur exposition au risque et leur résilience opérationnelle. Le rapport présente comment l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique et les *distributed ledger technologies* permettront aux entreprises financières de créer des nouveaux services et plateformes pour réduire de manière significative leurs coûts et améliorer les bénéfices pour leurs clients et actionnaires. La gestion des risques opérationnels et la protection des données est cruciale, le rapport plaide pour une forte collaboration avec les régulateurs.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Robin Fournier, Laura Guenancia, Louis Martin et Margaux Sauvaget.

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 24 mai 2018